

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

DÉCISION MUNICIPALE

**DÉLIVRANCE D'UNE CONCESSION FUNÉRAIRE (FAMILLE LHIAUBET)
CIMETIÈRE DES LANDES**

Le Maire de la Ville de Chatou,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22, L.2223-13 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 25 mai 2020 portant délégation, dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, à Monsieur le Maire en application de l'article L.2122-22 alinéa 8 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la délivrance et à la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2021 relative aux tarifs des concessions funéraires pour l'année 2022,

Vu l'arrêté municipal n°2020_0236 en date du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions à Monsieur Paul Marsal, 4ème adjoint au Maire, dans le domaine des Affaires Générales et de la Commande Publique,

Considérant la demande présentée par Monsieur LHIAUBET Jean tendant à obtenir une concession située dans le cimetière **DES LANDES**, à l'effet d'y fonder la sépulture de famille,

DÉCIDE

Article 1 : Il est accordé au concessionnaire Monsieur LHIAUBET Jean, domicilié à Chatou (78400) 15 avenue du Général Sarrail, une concession pour une durée de **50 ans**, de deux mètres superficiels de terrain, dans le cimetière **des LANDES, carré A 77**, à compter du 4 octobre 2022 jusqu'au 4 octobre 2072 à l'effet d'y fonder la sépulture de famille.

Article 2 : La présente concession est accordée moyennant la somme de mille cinq cent vingt quatre euros versée par Monsieur LHIAUBET Jean.

Article 3 : La Directrice Générale des Services et le Receveur Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité et notifiée aux intéressés.

Article 5 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil Municipal.

Envoyé en préfecture le 20/02/2023

Reçu en préfecture le 20/02/2023

Publié le

ID : 078-217801463-20230218-DEC_2023_019-AU



Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de sa notification.

NOTIFIÉ, le 23/02/2023

N° concession : 351 CQ

A effet du 04/10/2022 au 04/10/2072